



Le Ministre des Finances a apporté ces précisions alors qu'il répondait aux questions des députés lors des questions orales à l'Assemblée nationale.

Extraits :

Endettement boulimique

Aucun Etat à l'heure actuel ne peut se développer sans s'endetter. Je suis d'ailleurs souvent d'entendre certains, que ce soient les parlementaires ou alors les journalistes dire : encore une dette ! Ils se sont encore endettés. Parce que c'est toujours les mêmes qui se plaignent mais il n'y a pas telle route chez moi. Mais vous voulez qu'on vous construise la route en faisant quoi ? On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. On peut décider de ne pas s'endetter mais alors acceptons de rester en pays rabougri qui n'a pas de route, qui n'a pas d'hôpitaux, qui n'a pas d'école etc. On ne peut pas vouloir une chose et son contraire. J'ai eu à dire ici, ça vous a semblé surprenant mais c'est la réalité, que le Cameroun fait partie des 15 pays les moins endettés d'Afrique, mais c'est la réalité. On ne triche pas avec les chiffres.

Les critères convergence de la Cemac nous donnent la possibilité de nous endetter jusqu'à 70% PIB. Nous en sommes à peine à 45%. Ce serait bien, chaque fois qu'on dit que le

Cameroun est surendetté, de se renseigner. Chez les autres c'est comment ? En Afrique centrale nous avons des pays qui sont à plus de 100% du PIB.

Politique gouvernementale

Le gouvernement a une politique et je veux que nous le comprenions tous. Le problème n'est pas la dette. Le problème n'est pas la dette. Il y a des bonnes et des mauvaises dettes...combien de fois les Camerounais se plaignent ils qu'il y a encore des délestages ? Ils ont raison. Mais comment voulez-vous résoudre ce problème si vous ne construisez pas de barrage ? Ça c'est de la bonne dette. C'est-à-dire des opérations d'endettement qui vous permettront d'améliorer la situation de l'économie. On ne peut donc pas se focaliser sur ces histoires là...ne nous endettons pas, ne construisons pas de barrage, mais ne nous plaignons pas d'avoir des coupures, c'est un choix

Si nous vivons dans le même pays, nous devons quand même avoir l'honnêteté de reconnaître que le Cameroun de 1980 n'est pas le même que celui de 2021. Le Cameroun de 2006 n'est pas le même que celui de 2021, sauf si on refuse de le voir. Mais quand on regarde, tous les jours les choses s'améliorent. Quand vous verrez le ministre de l'Energie, il va vous dire que l'offre en énergie que nous avons en ce moment-là et l'offre que nous avons aujourd'hui en termes de Mégawatt est toujours insuffisante. Parce qu'il faut rattraper ce retard et parce que le pays avance. Je me rappelle, il y a quelques années, c'était AES-Sonel qui avait laissé entendre que la demande en énergie s'accroît de 10% chaque année. Lorsque vous circulez dans le pays, dans Yaoundé, vous voyez comment la ville s'agrandit.

Risques d'endettement surélevé

Nous sommes les premiers à le reconnaître. Honorables députés, il y a sûrement des sorciers parmi vous je n'en sais rien. Peut-être que ceux-là avaient prévus la pandémie du coronavirus. Mais au gouvernement on n'a pas de sorciers. On n'a pas pu faire cette prédiction-là. Et puis le Coronavirus arrive, mais c'est une crise grave. Sauf que nous connaissons un certain nombre de crise depuis un certain temps. Mais aucune n'a chassé l'autre. Les crises se sont additionnées. C'est la crise dans les années 2015 qui a failli faire en sorte qu'il y ait dévaluation du F Cfa...il y a eu comme vous connaissez des crises sécuritaires : Boko Haram, le Nord-ouest et le Sud-ouest. Ces crises sont toujours là. On a tendance à l'oublier. Lorsque la crise du Coronavirus arrive c'est la même économie qui est affectée par toutes ces crises. Croyez-vous que l'impact de tout est nul ? Moi je ne vous cache pas que beaucoup de nos partenaires au développement nous félicitent de notre résilience. Beaucoup sont surpris que les choses continuent de fonctionner.

Mais le gouvernement se doit d'être attentif à tout ce qui se passe et à s'adapter, à s'ajuster. Ce que nous faisons, c'est ce qu'on appelle la gestion proactive de la dette, la gestion stratégique de la dette.

Anciennes et nouvelles dettes

Qu'est-ce que nous allons faire à Paris la semaine prochaine ? Je vais vous l'expliquer en de mots simples. Honorables députés, considérez que vous êtes dans une tontine. Certains

d'entre vous savent comment fonctionnent les tontines, notamment celles où on achète l'argent Vous allez dans une tontine, vous avez besoin d'argent. A ce moment-là il y a beaucoup de gens qui ont besoin d'argent. Quand on en veut beaucoup, les taux montent ça devient plus cher. Vous réussissez à prendre 10 millions mais à un taux élevé. 10%, 15%, je n'en sais rien. Mais après quelques mois vous notez que les demandes sont de moins en fortes donc maintenant quelqu'un peut prendre 10 millions mais à 3%. Vous allez vous dire mais tiens, j'ai une dette de 10 millions que je rembourse à des taux extrêmement forts, comme j'ai la possibilité de prendre les mêmes 10 millions mais à un taux faible, je vais les prendre et je vais rembourser ce que j'ai d'abord pris. Ça veut dire qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle dette. Il s'agit d'une dette qui chasse une autre parce que les conditions sont meilleures. Nous n'accroissons pas la dette de 450 milliards. Nous recherchons 450 milliards en espérant à des meilleurs taux pour rembourser les premiers 450 milliards. Cela a au moins deux avantages : le premier avantage comme je l'ai dit c'est que la dette qui était extrêmement cher on l'enlève. Le deuxième avantage c'est que nous faisons glisser les périodes de remboursement. Si ça partait de 2023, 2024, 2025 nous renvoyons ça à plus tard en espérant que l'économie va rebondir. C'est pour cela que je dis que c'est une gestion stratégique de l'Etat.